



**CONSOMMATION
ET VIE PRATIQUE**
Vivre mieux au quotidien

DOSSIER DE PRESSE

JUILLET 2024

OBSERVATOIRE DES PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES 2024



FICHE MÉTHODOLOGIQUE

118 relevés de prix ont été réalisés du 7 au 22 juin, par une équipe de **91 « veilleurs consommation »** sur 42 départements.

Les veilleurs ont visité **4 surfaces de ventes** : hypermarchés, supermarchés, Etablissements à Dominante Marque Propre (EDMP type hard discount) et magasins spécialisés bio.

Ils ont relevé les prix de **9 fruits et 10 légumes**, issus de l'agriculture conventionnelle et de l'agriculture biologique.

Le panier de produits 2024 :

Fruits	Légumes
Abricot	Aubergine violette
Banane	Carottes
Cerise (rouge)	Concombre
Citron jaune	Courgette longue
Fraise ronde (pas de gariguettes)	Haricots verts
Melon Type Charentais	Laitue (verte)
Pastèque verte	Oignon (jaune)
Pêche	Poivron (vert)
Pomme Golden ou Gala	Pomme de terre (type vapeur)
	Tomate grappe

Le prix moyen de chaque produit est calculé de façon pondérée en prenant en compte la surface de chaque point de vente. Le prix des melons, concombres et laitues est indiqué à la pièce. Les autres prix sont indiqués au kilo.

OBSERVATOIRE DES PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES

En 2024, une baisse des prix de 7%, loin de compenser l'augmentation de 25% entre 2021 et 2023

Familles Rurales, l'une des principales associations de défense des consommateurs et 1^{er} Mouvement familial public, pour la 18^{ème} année consécutive, son Observatoire des prix des fruits et légumes. Il porte sur un panier de 9 fruits et 10 légumes frais, conventionnels et bio et a comme objectif de donner aux consommateurs les clés de lecture pour opérer des choix éclairés particulièrement en cette période où 1 personne sur 2 déclare « renoncer » à certains aliments faute de budget suffisant¹.

Les principaux résultats

I / Le prix de notre panier conventionnel de fruits et de légumes en baisse de 6,9% en 1 an alors que celui de notre panier bio reste stable (-0,2%).

Entre juin 2023 et juin 2024, le prix de notre panier de fruits a baissé de 5 % en conventionnel mais augmenté de 2 % en bio.

Entre juin 2023 et juin 2024, le prix des légumes a baissé de 9% en conventionnel et de 3% en bio.

Une baisse des prix à relativiser au regard des niveaux avant crise : une hausse de 25% entre 2021 et 2023.

II/ Suivre les recommandations de santé publique en consommant au minimum 400 grammes de fruits et légumes par jour et par personne représente un coût de 66€ à 241€ par mois selon le type de panier composé

En juin 2024, pour respecter le PNNS (Programme National Nutrition Santé) sur la base de notre panier composé de **19 fruits et légumes**, une famille de 2 adultes et 2 enfants a dû dépenser entre 130€ et 241€ (soit entre 9,3% et 17,3% d'un SMIC net mensuel)

En ne retenant que les **5 fruits et légumes les moins chers** de notre panier d'été, la même famille a dû dépenser entre 66€ (pour les fruits et légumes conventionnel) et 94€ (profil bio) par mois (soit entre 4,7 et 6,8% d'un SMIC net mensuel) pour respecter le PNNS

¹ <https://www.famillesrurales.org/plan-france-ruralites-etude-ifop-territoires-ruraux-2023>

III/ Une baisse préoccupante de la consommation de fruits et légumes : -8% entre 2020 et 2023 quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle

Sur 10 ans, l'augmentation du prix des fruits (50%) et des légumes (70%,) en net décrochage avec l'évolution du salaire moyen par tête (+22%), a contribué à la précarisation alimentaire de 10 800 000 personnes.²

De mauvaises habitudes alimentaires également en cause : 80% des maladies cardiovasculaires pourraient être évitées notamment en revoyant la composition de nos assiettes³ et en consommant au moins 400 grammes de fruits et légumes par jour et par personne. Même les plus aisés semblent ne pas l'avoir suffisamment « conscientisé ».

Prévenir plutôt que guérir : pour un plan « manger sain »

Fort de ces constats, Familles Rurales s'indigne du choix de soigner plutôt que de prévenir. Non seulement cet arbitrage politique coûte cher à l'Etat⁴ mais de surcroît il conduit chaque jour nos enfants, parents, grands-parents à subir des soins qu'ils auraient pu éviter.

Le Mouvement demande aux parlementaires et décideurs politiques d'engager un « **plan manger sain** » pour redonner du pouvoir d'achat, rendre accessible à tous une alimentation saine et ainsi éviter des pathologies coûteuses en dépenses de santé publique.

Familles Rurales propose 6 mesures d'urgence

Au niveau national :

1. **La mise en œuvre d'un « Bouclier Qualité Prix » (BQP)**, déjà effectif en Outre-mer, visant à sacraliser un panier composé d'une cinquantaine de produits sains tant pour notre santé, pour notre environnement que pour notre pouvoir d'achat dont les prix seraient plafonnés et garantir son accès aux plus précaires via une allocation dédiée
2. **La transparence sur les marges et la taxation des marges excessives** afin de ne pas compromettre l'accès des consommateurs aux produits sains pour leur santé.

Les derniers chiffres publiés par l'OFPM – Observatoire de la Formation des Prix et des Marges révèlent en effet, qu'en 2021, c'est notamment grâce aux bénéfices du rayon fruits et légumes : + 247 millions d'euros après impôts que la grande distribution a couvert les pertes de son rayon boulangerie / pâtisserie : - 65 millions d'euros⁵. Pour Familles Rurales, la logique est inversée. Il faudrait précisément pousser les marges des produits les plus transformés puisque moins bons pour notre santé à la faveur des fruits et légumes dont chacun a besoin quotidiennement et en quantité

² Un précaire alimentaire déclare ne pas avoir assez à manger, selon l'article Consommation et mode de vie n° 329 du Crédoc <https://www.credoc.fr/publications/en-forte-hausse-la-precarite-alimentaire-sajoute-a-dautres-fragilites>

³ https://www.who.int/europe/health-topics/cardiovascular-diseases#tab=tab_1

⁴ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2016/09/06/tresor-eco-n-179-obesite-quelles-consequences-pour-l-economie-et-comment-les-limiter>

⁵ Chiffres recalculés à partir des données sur la marge nette avant IS du rapport annuel 2023 de l'OFPM. <https://observatoire-prixmarges.franceagrimer.fr/>

3. **L'abandon des « sur-marges » imposées par la loi (seuil de revente à perte + 10%),** loin d'avoir fait la preuve de son efficacité en termes de meilleure rémunération des producteurs, il pèse lourd sur le pouvoir d'achat des consommateurs.
4. **Une plus grande implication des professionnels de santé pour accompagner les parents dans leur rôle éducatif** y compris après la phase de diversification alimentaire. Si les pères et mères semblent sensibles à l'équilibre nutritionnel des tout-petits, dès l'âge de 3 ans, cette conscience semble s'atténuer dangereusement puisqu'un enfant sur 10 seulement consomme les portions de fruits et de légumes recommandées quotidiennement⁶.

Au niveau communautaire :

5. **L'ouverture aux activités extra-scolaires, des financements européens qui existent pour promouvoir les produits dont les enfants ont besoin pour « bien grandir ».** Des financements sont disponibles mais très peu utilisés par la France⁷ car réduits au seul cadre scolaire.
6. **L'interdiction des publicités à destination des enfants faisant la promotion de produits trop gras, trop sucrés, trop salés.** A défaut, l'obligation, sur le même support et dans des tailles équivalentes, de faire concomitamment à la promotion d'un produit transformé / ultra-transformé celle d'un fruit ou d'un légume.

CONTACT

Niki Vouzas – niki.vouzas@famillesrurales.org – 06 49 49 75 17

⁶ N° 315 • ISSN 0295-9976 • mars 2021 : Renversement de tendance : les Français végétalisent leur alimentation • <https://www.credoc.fr/download/pdf/4p/CMV315.pdf>

⁷ Le programme européen « Fruits et légumes à l'école » et « Lait et produits laitiers à l'école » <https://agriculture.gouv.fr/le-programme-europeen-fruits-et-legumes-lecole-et-lait-et-produits-laitiers-lecole>

OBSERVATOIRE DES PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES 2024 RÉSULTATS DÉTAILLÉS

I / Le prix de notre panier conventionnel de fruits et de légumes en baisse de 6,9% en 1 an alors que celui de notre panier bio reste stable.

Après plusieurs années de fortes hausses, le prix des fruits et légumes semble enfin se stabiliser et même baisser pour les produits conventionnels. Cependant, la baisse de presque 7 % de notre panier conventionnel ne compense pas la hausse marquée enregistrée en 2023 de 16%.

La diminution des prix en conventionnel est plus importante que pour la production bio (6,9% contre 0,2%). Le prix des légumes conventionnels baisse en effet de façon substantielle de 9%, celui des fruits de 5%. En bio, alors que le panier de légumes baisse de 3% celui des fruits augmente de 2%.

Impacts de la météo d'avril, mai et juin :

- Conséquences sur l'offre : les pluies et l'humidité ont impacté les récoltes et entraîné des pertes et du tri, par exemple pour l'abricot ou la cerise. L'offre nationale de certains produits a été limitée par le manque de luminosité.
- Conséquences sur la demande : les températures peu clémentes et le manque de soleil sur certaines régions ont généré un manque d'appétence des consommateurs pour les produits de l'été (notamment le concombre, les tomates ou les fraises, produits dont la consommation est très liée à la météo).

Face à ces constats, les circuits de vente et notamment la GMS (Grandes et Moyennes Surfaces) ont multiplié les opérations commerciales afin d'écouler les stocks qui n'ont pas toujours trouvé preneurs. Les prix ont donc été très attractifs pour les consommateurs selon la période et le niveau du stock à écouler (exemple de la tomate).

Entre juin 2023 et juin 2024, le prix de notre panier de fruits a baissé de 5 % en conventionnel mais augmenté de 2 % en bio

Prix moyen d'un kilogramme de fruits en agriculture conventionnelle et bio

En €/kg (à la pièce pour le melon)	Agriculture conventionnelle			Agriculture biologique		
	Juin 2023	Juin 2024	Variation en % 24/23	Juin 2023	Juin 2024	Variation en % 24/23
Abricot	4,10	4,26	+4%	8,18	8,37	+2%
Banane	2,51	2,30	-8%	2,96	2,84	-4%
Cerise*	9,51	8,98	-6%	14,05	17,12	22%
Citron jaune	3,36	2,72	-19%	3,95	3,32	-16%
Fraise ronde	8,87	8,84	0%	15,23	14,63	-4%
Melon Type Charentais	2,56	2,09	-18%	3,70	3,69	0%
Pastèque verte	1,51	1,60	+6%	1,97	1,91	-3%
Pêche	3,79	3,58	-5%	7,28	6,84	-6%
Pomme Golden ou Gala	2,90	2,63	-9%	4,11	3,99	-3%
Prix moyen fruits	4,35	4,11	-5%	6,83	6,97	+2%

Après plusieurs années de fortes hausses, le prix des fruits semble enfin se stabiliser avec une diminution moyenne de l'ordre de 5%. Certains enregistrent une baisse non négligeable comme le citron (19%) ou le melon (18%). Seuls l'abricot et la pastèque augmentent mais avec des hausses toutefois contenues de 4 et 6 %.

Malgré sa baisse, le prix moyen de 4,11 € / Kg de fruits pourrait empêcher les budgets les plus contraints à les consommer.

En supprimant la cerise et la fraise de notre panier, les 2 produits les plus chers, le prix moyen des fruits s'élève à 2,74€/Kg, ce qui est nettement plus abordable, même pour les budgets serrés.

Concernant les produits bio la hausse de 2% de notre panier est portée par la forte augmentation de la cerise, fruit le plus cher du panier. En la retirant de l'analyse, le prix moyen des fruits bio baisse de 4%.

Entre juin 2023 et juin 2024, le prix des légumes a baissé de 9% en conventionnel et de 3% en bio

Connaissant les mêmes conditions que les fruits, les légumes subissent les mêmes impacts qui se traduisent par des baisses substantielles de prix.







































Prix moyen d'un kilogramme de légumes en agriculture conventionnelle et bio

En €/kg (à la pièce pour le concombre et la laitue)	Agriculture conventionnelle			Agriculture biologique		
	Juin 2023	Juin 2024	Variation en % 24/23	Juin 2023	Juin 2024	Variation en % 24/23
Aubergine violette	2,88	2,65	-8%	5,26	4,78	-9%
Carottes	2,47	2,12	-14%	2,96	2,69	-9%
Concombre	1,18	1,21	+2%	1,64	1,78	+8%
Courgette (longue)	2,08	1,84	-11%	3,70	3,89	+5%
Haricots verts	5,89	5,80	-2%	10,37	11,30	+9%
Laitue (verte)	1,21	1,39	+15%	1,99	1,75	-12%
Oignons	3,38	3,02	-11%	3,59	3,28	-9%
Poivron (vert)	4,92	4,29	-13%	7,48	6,75	-10%
Pomme de terre	1,93	1,81	-6%	2,34	2,37	+1%
Tomate grappe	2,57	1,78	-31%	5,31	4,60	-13%
Prix moyen légumes	2,85	2,59	-9%	4,46	4,32	-3%

Mis à part la laitue et, dans une moindre mesure, le concombre qui ont augmenté, tous les légumes conventionnels de notre panier ont baissé. Les tomates, légumes de l'été par excellence, enregistrent même une forte diminution de 31% et repassent sous la barre des 2 euros.

Bien que moins marquée, les légumes bio affichent également une baisse du prix moyen.

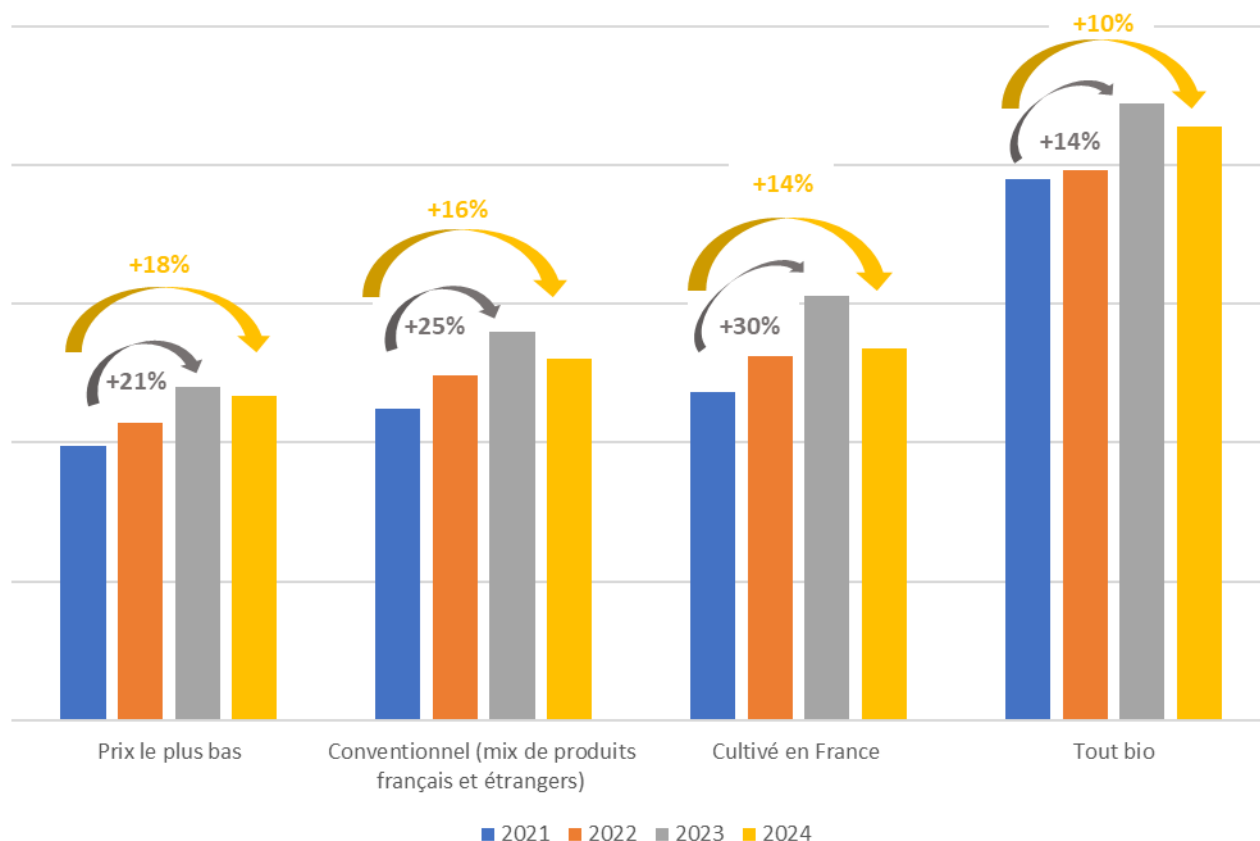
Quelques repères de prix pour consommer malin mais varié en fonction de son budget :

<p>BIO - de 3 €</p>  Laitue (verte) 1,75 €  Pastèque verte 1,91 €  Concombre 1,78 €  Pomme de terre 2,37 €  Carotte 2,69 €  Banane 2,84 €	<p>BIO Entre 3 et 5 €</p>  Oignon 3,28 €  Citron jaune 3,32 €  Melon 3,69 €  Courgette 3,89 €  Pomme golden ou gala 3,99 €  Tomate grappe 4,60 €  Aubergine violette 4,78 €	<p>BIO de 5 à 18 €</p>  Poivron vert 6,75 €  Pêche 6,84 €  Abricot 8,37 €  Haricots verts 11,30 €  Fraise ronde 14,63 €  Cerise (rouge) 17,12 €
 Concombre 1,21 €  Laitue (verte) 1,39 €  Pastèque verte 1,60 €  Pomme de terre 1,81 €  Tomate grappe 1,78 €  Courgette 1,84 €  Carotte 2,12 €  Melon 2,09 €  Banane 2,30 €	 Pomme golden ou gala 2,63 €  Aubergine 2,65 €  Citron jaune 2,72 €  Oignon 3,02 €  Pêche 3,58 €	 Abricot 4,26 €  Poivron vert 4,29 €  Haricots verts 5,80 €  Fraise ronde 8,84 €  Cerise (rouge) 8,98 €
<p>- de 2,50 € CONVENTIONNEL</p>	<p>Entre 2,50 et 4 € CONVENTIONNEL</p>	<p>Entre 4 et 9 € CONVENTIONNEL</p>

Une baisse des prix à relativiser au regard des niveaux avant crise (hausse de 25% entre 2021 et 2023)

Si les fruits et légumes sont indéniablement plus accessibles cette année que les précédentes, il n'en reste pas moins que la baisse de 7% bien que remarquable entre 2023 et 2024, ne « compense » pas pour autant les hausses successives des années précédentes. Ainsi, notre panier de produits 2024 (hors cerises dont les prix sont difficilement comparables d'une année sur l'autre en raison de leur particulière vulnérabilité aux aléas climatiques) reste loin de retrouver son niveau de prix avant crise.

Evolution des paniers Familles Rurales de 2021 à 2024 (sans la cerise)



Entre 2021, début de la crise, et 2023 nos paniers ont subi une forte inflation de 14% pour le panier bio à 30% pour le panier de produits cultivés en France. La baisse constatée entre 2023 et 2024 ne suffit donc pas à compenser ces deux années de hausse.

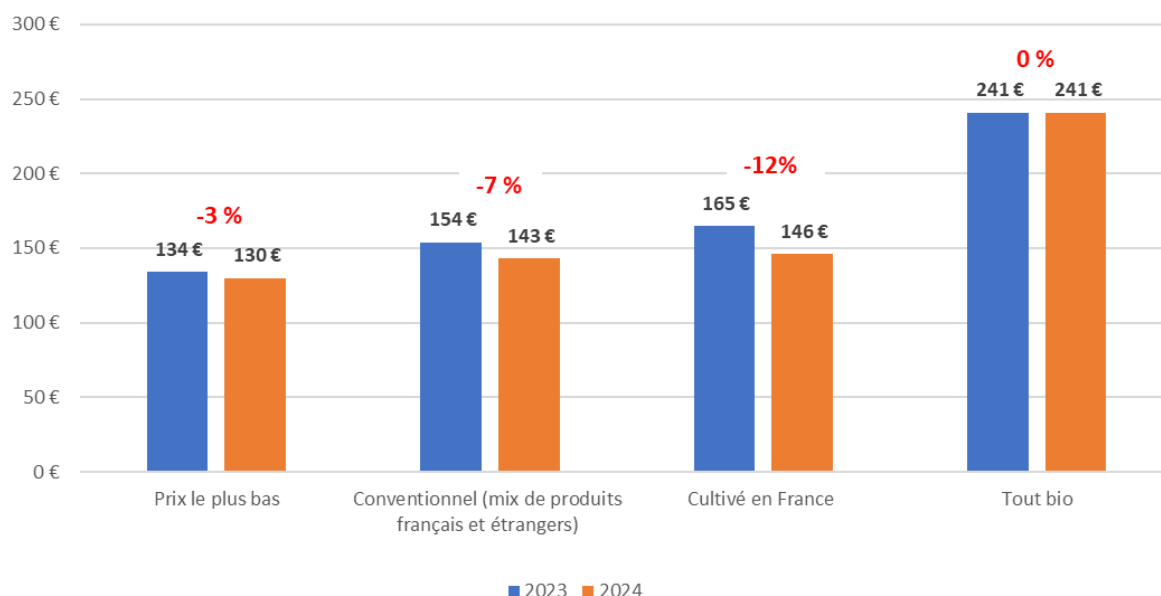
Ainsi, le panier de référence (produits conventionnels, avec origines mélangées et qui prend en compte tous les circuits de distribution) a augmenté de 25% entre 2021 et 2023. Il reste donc, en 2024, 16% plus cher qu'en 2021.

II/ Suivre les recommandations de santé publique en consommant au minimum 400 grammes de fruits et légumes par jour et par personne représente un coût de 66€ à 241€ par mois selon le type de panier composé

En juin 2024, pour respecter le PNNS sur la base de notre panier composé de 19 fruits et légumes, une famille de 2 adultes et 2 enfants a dû dépenser entre 130€ et 241€ (soit entre 9,3% et 17,3% d'un SMIC net mensuel)

Notre panier mensuel constitué de 19 fruits et légumes a été calculé à partir d'une consommation journalière de 200g de fruits et 200g de légumes par jour pour deux adultes et un ado de 14 ans et de 100g de fruits et 100g de légumes pour un enfant de 3 ans.

Budget mensuel nécessaire pour respecter le PNNS pour une famille de 4 personnes (2 adultes – 2 enfants) qui consomme les 19 fruits et légumes contenus dans notre panier



Après une augmentation de 18% entre juin 2022 et juin 2023, le panier des familles à la recherche du prix le plus bas a baissé de quelques euros et atteint désormais 130 € (contre 134€ en 2023). Il représente 9,3% d'un Smic net⁸, 3,1% d'un revenu médian (4258€ pour un couple avec 2 enfants). Il est calculé à partir de prix relevés en magasin « à dominante marque propre » (type hard-discount).

Mis à part le panier de fruits bio qui s'est stabilisé (à 241 €, soit 17,3% d'un Smic mensuel), les autres paniers, composés de produits conventionnels ou exclusivement de produits cultivés en France, ont également baissé en 2024, jusqu'à -19 € (-12%) pour les productions françaises.

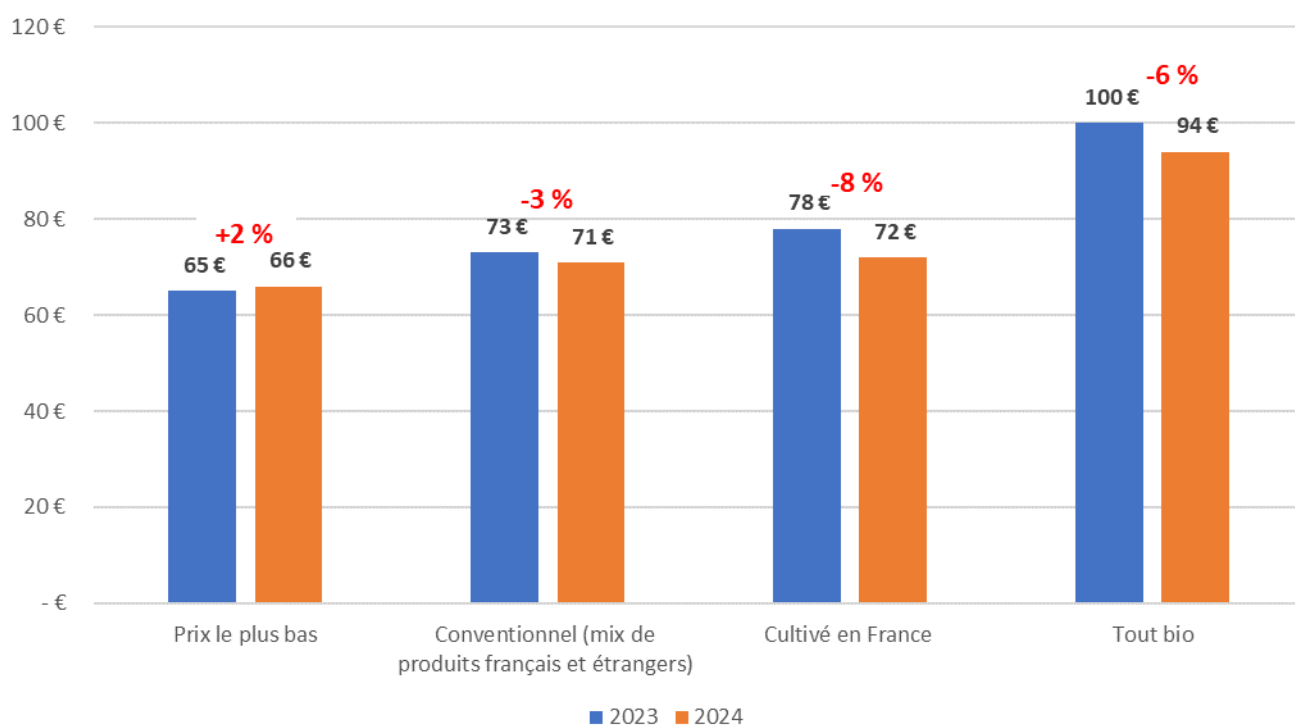
Autre fait important, l'écart entre le panier mixte de produits en provenance de France ou d'ailleurs avec le panier de produits exclusivement cultivés en France s'est fortement réduit. Il en coûte aujourd'hui uniquement 3 euros par mois de plus de consommer des produits exclusivement français.

⁸ SMIC net calculé comme une moyenne pondérée des smic nets appliqués du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024 (données de l'Insee <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/000879878>) => Smic net 1390,89 €.

En ne retenant que les 5 fruits et légumes les moins chers de notre panier d'été, la même famille a dû dépenser entre 66€ (pour les fruits et légumes conventionnel) et 94€ (profil bio) par mois (soit entre 4,7 et 6,8% d'un SMIC net mensuel) pour respecter le PNNS

Respecter le PNNS malgré un budget limité, cela reste possible en ne retenant que les 5 produits les moins chers de notre panier. En n'achetant que des melons, de la pastèque, des concombres, de la laitue et des tomates en conventionnel, la dépense se réduit fortement et passe de 130€ à 66€ pour le profil « à l'affût du prix le plus bas ». Pour le profil « adepte du tout bio », la dépense passe de 241€ à 100€ en achetant que des bananes, de la pastèque, des concombres, de la laitue et des carottes (s'agissant du bio, la carotte remplace la tomate et la banane remplace le melon dans les 5 fruits et légumes les moins chers). Les privations n'en demeureront pas moins conséquentes au regard de la richesse des productions disponibles à cette période.

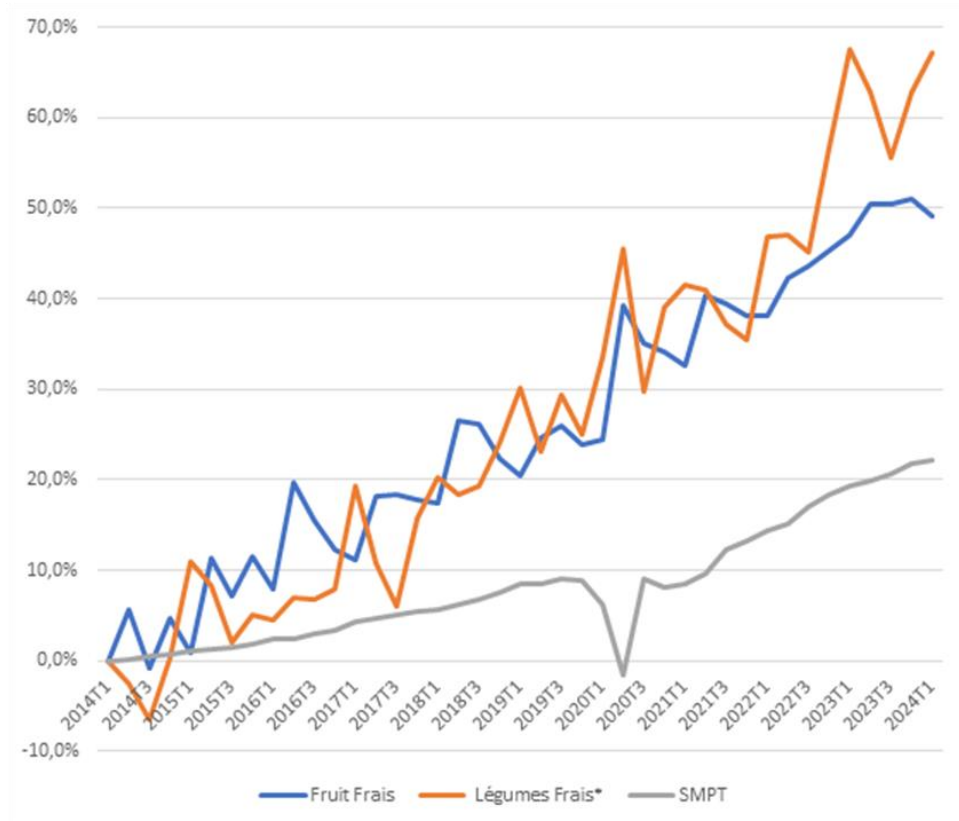
Budget nécessaire pour respecter le PNNS pour une famille de 4 personnes (2 adultes – 2 enfants) qui ne consomme que les 5 fruits et légumes les moins chers du panier de chaque catégorie



III/ Une baisse préoccupante de la consommation de fruits et légumes : -8% entre 2020 et 2023 quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle

Sur 10 ans, l'augmentation du prix des fruits (50%) et des légumes (70%,) en net décrochage avec l'évolution du salaire moyen par tête (+22%), a contribué à la précarisation alimentaire de 10 800 000 personnes.⁹

Evolution trimestrielle cumulée du salaire moyen par tête (SMPT), des fruits et des légumes frais du 1^{er} trimestre 2014 au 1^{er} trimestre 2024 (à partir des données Insee)



Dès le début de la décennie, l'évolution des prix des fruits et légumes dépasse largement celle du salaire moyen par tête. Les évolutions en dents de scie des fruits et légumes marquent la saisonnalité de ces produits mais la tendance est bien là : sur 10 ans, le prix des fruits a augmenté de près de 50% et celui des légumes de plus de 67%. Sur le même période, le salaire moyen par tête n'a progressé que de 22%.

Familles Rurales s'inquiète de cette évolution générale des prix qui augmente plus vite que le salaire moyen par tête et qui induit un décrochage auquel peu de consommateurs savent faire face.

Une certitude s'impose, les plus précaires n'ont pas la capacité financière « d'absorber » de tels écarts d'où la nécessité de consacrer à leur endroit une allocation alimentaire mensuelle dédiée à l'achat d'aliments PNNS (Programme National Nutrition Santé) compatibles.

⁹ Un précaire alimentaire déclare ne pas avoir assez à manger, selon l'article Consommation et mode de vie n° 329 du Crédoc <https://www.credoc.fr/publications/en-forte-hausse-la-precarite-alimentaire-sajoute-a-dautres-fragilites>

De mauvaises habitudes alimentaires également en cause : 80% des maladies cardiovasculaires pourraient être évitées notamment en revoyant la composition de nos assiettes et en consommant au moins 400 grammes de fruits et légumes par jour et par personne¹⁰. Même les plus aisés semblent ne pas l'avoir suffisamment « conscientisé »

Quelle que soit la catégorie sociale, force est de constater que le message consistant à inciter les familles à consommer « minimum » 400 grammes de fruits et légumes par jour et par personne n'est pas correctement assimilé. En effet 90% des enfants et près de 70% des adultes ne suivent pas ces préconisations¹¹. Plus inquiétant encore, non seulement la consommation n'est pas suffisante mais elle est de surcroît en baisse ces dernières années.

Un consensus scientifique établit que la consommation de fruits et légumes (au moins 400 grammes par jour et par personne) concourt à la préservation de notre capital santé et éloigne un certain nombre de pathologies dites « non transmissibles ».

Rappelons à titre d'exemple l'étude publiée par l'ANSES (Agence nationale de sécurité alimentaire, de santé et du travail) en 2016¹² laquelle établit sans équivoque que « la consommation de fruits et légumes diminue le risque de maladies cardio-vasculaires (MCV) avec un niveau de preuve convaincant. Leur consommation est par ailleurs associée à une diminution du risque de cancer colorectal, de cancer du sein de statut ER négatif (ER-), ainsi que de diabète de type 2, de prise de poids (...). Pour les MCV, des bénéfices sont observés dès la consommation d'une portion quotidienne. Toute portion supplémentaire diminue le risque de MCV d'environ 4% ».

¹⁰ A renvoyer vers le lien OMS : https://www.who.int/europe/health-topics/cardiovascular-diseases#tab=tab_1

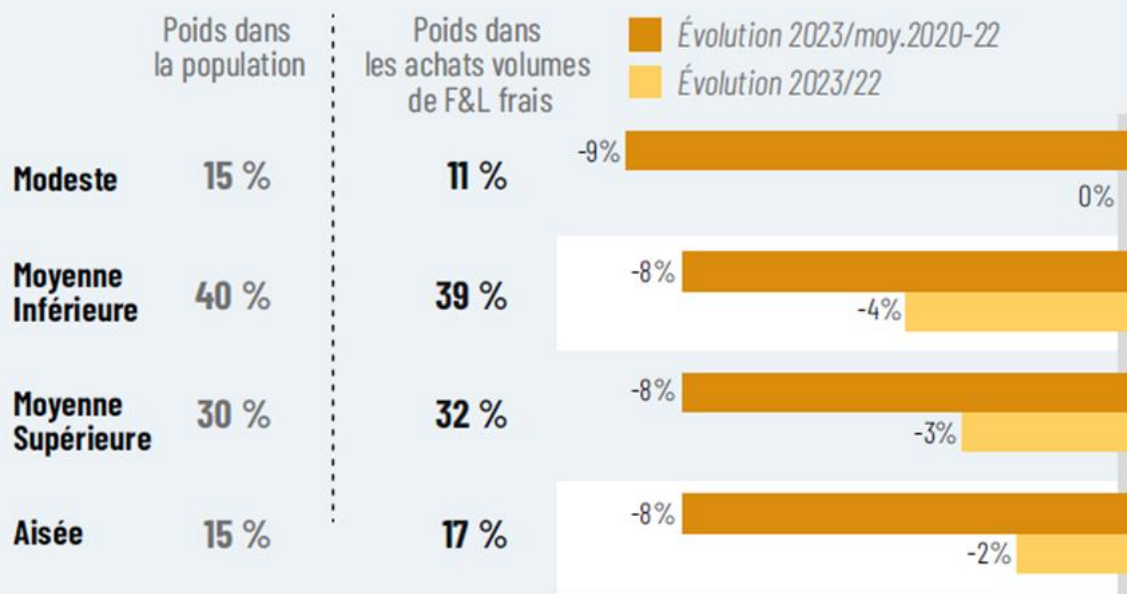
¹¹ Etude CREDOC N° 315 • ISSN 0295-9976 • mars 2021 :

<https://www.credoc.fr/publications/renversement-detendance-les-francais-vegetalisent-leur-alimentation>

¹² Actualisation des repères du PNNS : étude des relations entre consommation de groupes d'aliments et risque de maladies chroniques non transmissibles novembre 2016

<https://www.anses.fr/fr/system/files/NUT2012SA0103Ra-3.pdf>

Évolutions des achats volume de F&L frais par classe socio-économique en 2023*



*Classes socio-économiques telles que définies par l'INSEE - Source KANTAR

13

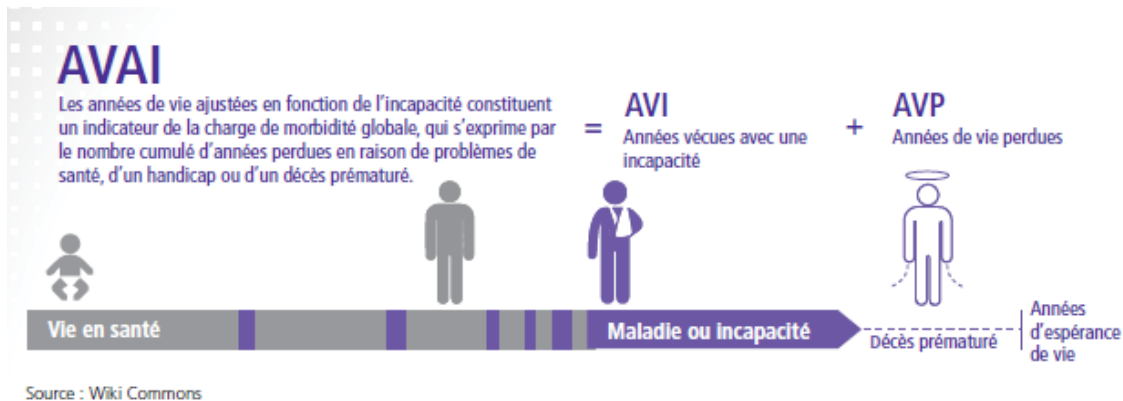
Si le prix des fruits et légumes est sûrement un facteur de consommation essentiel pour les ménages modestes, ce n'est pas le seul qui impacte la consommation. En effet, même les ménages aisés, qui en achètent davantage (17% du total des fruits et légumes alors qu'ils ne représentent que 15% de la population), ont baissé leur consommation de 8% en 2023 par rapport à la moyenne de 2020-2022. Par conséquent, des facteurs de comportement et d'habitudes alimentaires entrent donc en jeu.

Il est impératif, que chacun comprenne que ce que nous mettons dans nos assiettes impacte notre espérance de vie. Ainsi le DALY¹⁴ (« Disability-Adjusted Life Year »), en français AVAI (« Années de vie ajustées de l'incapacité ») est un indicateur qui repose sur le principe selon lequel chaque individu naît avec un certain nombre d'années de vie en bonne santé. Ce nombre est réduit par plusieurs facteurs de risque dont nos pratiques et comportements alimentaires.

DALY = Somme des années de vie perdues en raison d'un décès prématuré + des années vécues avec une incapacité

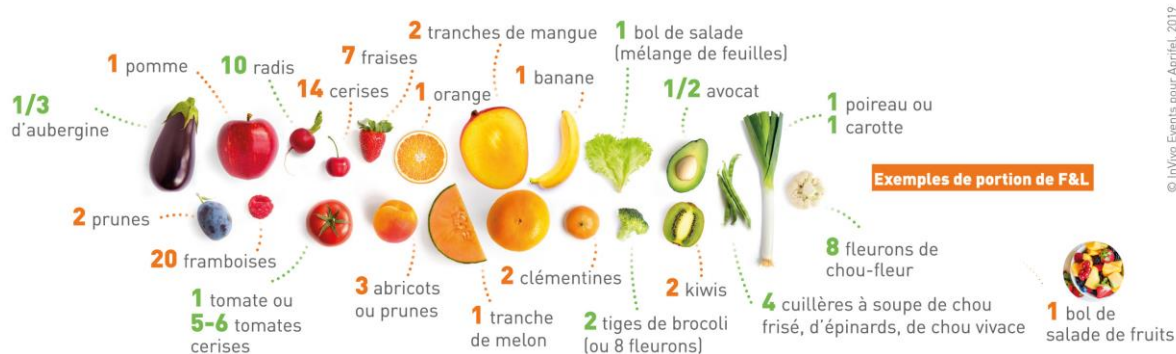
¹³ <https://www.interfel.com/services/documentation/bilan-consommation-annee-2023/#:~:text=Sur%20l'ann%C3%A9e%202023%2C%20le,0%2C3%25%20en%202022> .

¹⁴ L'indicateur DALY a été introduit originellement dans la première étude du GBD « Global Burden Of Disease ». Cette étude a été officiellement introduite en 1993 à la suite d'une commande de la Banque mondiale pour son « Rapport sur le développement dans le monde : investir dans la santé ». L'étude du GBD est actuellement « l'effort scientifique le plus important et le plus détaillé jamais mené pour quantifier les niveaux et les tendances en matière de santé » (GBD). Cette étude analyse 286 causes de décès, 369 maladies et blessures, et 87 facteurs de risques dans 204 pays et territoires et couvre les années 1990 à 2021



Pour Familles Rurales, le 1er enjeu est donc de prendre conscience de l'importance de l'alimentation sur l'espérance de vie en bonne santé.

En matière de fruits et légumes, **consommer au minimum 400 grammes n'est donc pas seulement un « slogan à retenir » mais une règle à laquelle aucun ne devrait déroger** afin d'« éviter » autant que possible ces maladies non « transmissibles » pour soi, ses proches et ses enfants. Ci-dessous un graphique pour comprendre au mieux ce que représente « une portion » de fruits ou de légumes sachant qu'il en faut donc au minimum 5 par jour et par personne :



Prévenir plutôt que guérir avec un plan « manger sain »

Fort de ces constats, Familles Rurales s'indigne du choix de soigner plutôt que de prévenir. Non seulement cet arbitrage politique coûte cher à l'Etat¹⁵ mais de surcroît il conduit chaque jour nos enfants, parents, grands-parents à subir des soins qu'ils auraient pu éviter.

Le Mouvement demande aux parlementaires et décideurs politiques d'engager un « **plan manger sain** » pour redonner du pouvoir d'achat, rendre accessible à tous une alimentation saine et ainsi éviter des pathologies coûteuses en dépenses de santé publique.

¹⁵ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2016/09/06/tresor-eco-n-179-obesite-quelles-consequences-pour-l-economie-et-comment-les-limiter>

Familles Rurales propose 6 mesures d'urgence

Au niveau national :

1. **La mise en œuvre d'un « Bouclier Qualité Prix » (BQP)**, déjà effectif en Outre-mer, visant à sacraliser un panier composé d'une cinquantaine de produits sains tant pour notre santé, pour notre environnement que pour notre pouvoir d'achat dont les prix seraient plafonnés et garantir son accès aux plus précaires via une allocation dédiée
2. **La transparence sur les marges et la taxation des marges excessives** afin de ne pas compromettre l'accès des consommateurs aux produits sains pour leur santé.

Les derniers chiffres publiés par l'OFPM – Observatoire de la Formation des Prix et des Marges révèlent en effet, qu'en 2021, c'est notamment grâce aux bénéfices du rayon fruits et légumes : + 247 millions d'euros après impôts que la grande distribution a couvert les pertes de son rayon boulangerie / pâtisserie : - 65 millions d'euros¹⁶. Pour Familles Rurales, la logique est inversée. Il faudrait précisément pousser les marges des produits les plus transformés puisque moins bons pour notre santé à la faveur des fruits et légumes dont chacun a besoin quotidiennement et en quantité

3. **L'abandon des « sur-marges » imposées par la loi (seuil de revente à perte + 10%)**, loin d'avoir fait la preuve de son efficacité en termes de meilleure rémunération des producteurs, il pèse lourd sur le pouvoir d'achat des consommateurs.
4. **Une plus grande implication des professionnels de santé pour accompagner les parents dans leur rôle éducatif** y compris après la phase de diversification alimentaire. Si les pères et mères semblent sensibles à l'équilibre nutritionnel des tout-petits, dès l'âge de 3 ans, cette conscience semble s'atténuer dangereusement puisqu'un enfant sur 10 seulement consomme les portions de fruits et de légumes recommandées quotidiennement¹⁷.

Au niveau communautaire :

5. **L'ouverture aux activités extra-scolaires, des financements européens qui existent pour promouvoir les produits dont les enfants ont besoin pour « bien grandir »**. Des financements sont disponibles mais très peu utilisés par la France¹⁸ car réduits au seul cadre scolaire.
6. **L'interdiction des publicités à destination des enfants faisant la promotion de produits trop gras, trop sucrés, trop salés**. A défaut, l'obligation, sur le même support et dans des tailles équivalentes, de faire concomitamment à la promotion d'un produit transformé / ultra-transformé celle d'un fruit ou d'un légume.

¹⁶ Chiffres recalculés à partir des données sur la marge nette avant IS du rapport annuel 2023 de l'OFPM. <https://observatoire-prixmarges.franceagrimer.fr/>

¹⁷ N° 315 • ISSN 0295-9976 • mars 2021 : Renversement de tendance : les Français végétalisent leur alimentation • <https://www.credoc.fr/download/pdf/4p/CMV315.pdf>

¹⁸ Le programme européen « Fruits et légumes à l'école » et « Lait et produits laitiers à l'école » <https://agriculture.gouv.fr/le-programme-europeen-fruits-et-legumes-lecole-et-lait-et-produits-laitiers-lecole>

FAMILLES RURALES

PREMIER MOUVEMENT FAMILIAL ASSOCIATIF DE FRANCE

Familles Rurales est une association reconnue d'utilité publique qui agit en faveur des familles sur tout le territoire, en milieu rural et périurbain. Mouvement familial et d'éducation populaire, Familles Rurales intervient dans tous les domaines de l'intérêt général : petite enfance, enfance, formation, parentalité, grand âge, défense des consommateurs. Son action : accompagner les projets et développer des initiatives, des structures et des services pour répondre aux besoins des familles et défendre leurs intérêts.

Les missions

- Informer les familles et faire entendre leur voix
- Proposer des réponses adaptées aux besoins des familles
- Développer l'entraide de proximité
- Dynamiser les territoires ruraux et périurbains
- Soutenir l'engagement associatif

Les valeurs

- Entraide et solidarité
- Initiative et responsabilité
- Participation et citoyenneté
- Convivialité et échange

Les chiffres clés

- 121 000 familles adhérentes
 - 25 000 bénévoles
 - 17 000 salariés
-



1 850
associations locales

69
fédérations départementales

11
fédérations régionales

1
fédération nationale

EN UN REGARD

LES DOMAINES D'ACTION

AGIR ENSEMBLE À CHAQUE ÉTAPE DE LA VIE

Agir au quotidien

Avec les familles adhérentes, Familles Rurales invente et développe les activités et services adaptés à leurs besoins :

- 260 structures petite enfance
- 2100 accueils de loisirs
- 6000 jeunes engagés
- 7500 personnes en formation
- 175 points de médiation numérique
- 36 tiers-lieux ruraux
- 133 « permanences consommation »
- 500 clubs séniors
- 156 associations de services d'aide à domicile

mais aussi des séjours de vacances, de l'accompagnement scolaire, du soutien à la parentalité, de la prévention routière, des Espaces de Vie Sociale, des points conseil budget...

Représenter les familles

Association familiale et agréée défense des consommateurs, Familles Rurales se mobilise pour défendre les intérêts des familles. Le Mouvement a notamment obtenu :

- la mise en place du chèque énergie pour les ménages modestes,
- l'instauration d'un droit à l'oubli sur Internet pour les mineurs,
- l'encadrement des services de transport d'utilité sociale,
- un étiquetage des aliments plus lisible pour préserver la sécurité alimentaire des consommateurs.

Construire les ruralités de demain

Familles Rurales présente des solutions nouvelles pour préparer l'avenir des familles et des territoires ruraux en prenant en compte la voix des familles. Parmi les thématiques prioritaires :

- préserver les services publics dans les territoires ruraux,
- connecter les territoires ruraux en très haut débit,
- développer le télétravail et les tiers-lieux,
- être un acteur de la transition écologique,
- créer de nouvelles synergies et mobiliser les entreprises à travers le fonds de dotation RURAL MOUV.



PETITE ENFANCE



ENFANCE



ÉDUCATION ET PRÉVENTION



JEUNESSE



SENIORS



CONSOMMATION ET VIE PRATIQUE



LOISIRS ET CULTURE



ENTRAIDE ET CONVIVIALITÉ



FORMATION